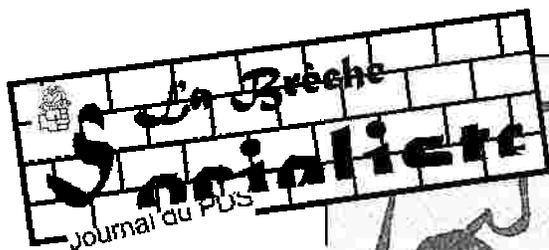


Commission des femmes du PDS

Marchons à Gauche !

**La Marche des femmes est un événement
aux envergures et aux impacts exceptionnels.**

Des femmes du monde entier, de culture, de nationalité, de religion, d'idéologie et d'orientation sexuelle différentes marcheront d'un même pas pour demander la même chose : qu'on mette fin à la pauvreté, à l'exclusion et à la violence faites aux femmes. Pour qu'elles ne soient plus considérées comme des « humains » de seconde zone. Pour que l'on reconnaisse leur statut, leur travail et leurs droits.



*Nous sommes fières
de participer
à cette mobilisation
internationale.*



La force des femmes s'exprime en notre persévérance à s'organiser et à développer un réseau international de lutte qui ne s'est jamais vu. La résistance aux diverses revendications des femmes de partout sur la planète est très grande. Nous sommes certaines que l'événement auquel nous participons aujourd'hui est un moment important de la lutte pour la libération complète et internationale des femmes.



Parti de la Démocratie Socialiste -

Téléphone : (514) 278-9014 - Site WEB : <http://www.microtcc.nct/partids>

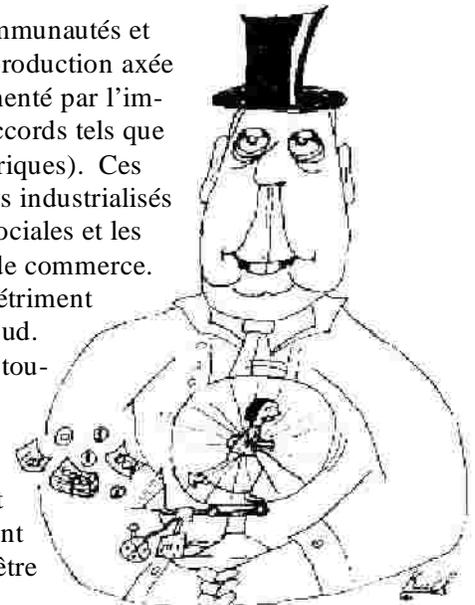
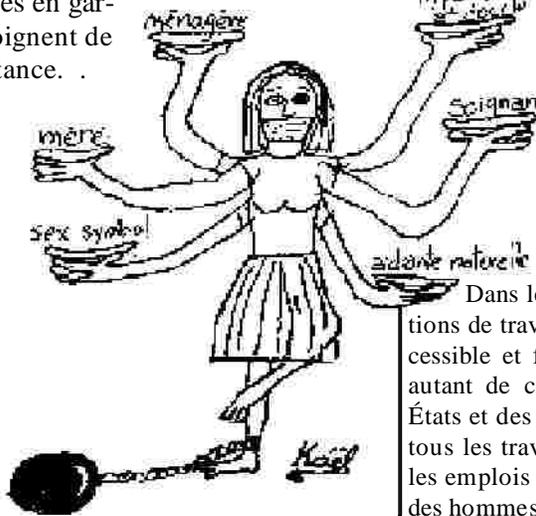


Les femmes et la mondialisation

La mondialisation des marchés, malgré sa dénomination qui évoque les mots ouverture sur le monde et éclatement des frontières entre les peuples, est en fait le processus de réorganisation de l'appareil de production à l'échelle planétaire. Nous sommes témoin, au jour le jour, d'une augmentation de l'exclusion et de l'appauvrissement chez une grande partie de la population d'ici et d'ailleurs. Cette mondialisation qu'on nous impose est en fait, au-delà des discours, un démantèlement des systèmes sociaux, politiques et économiques du monde.

La production locale, qui devrait répondre aux besoins immédiats des communautés et dont les surplus seulement devraient être exportés, se transforme en une production axée principalement vers l'exportation. La mondialisation des marchés est cimenté par l'implantation de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et par des accords tels que l'ALE, l'ALENA et le projet de ZLEA (Zone de Libre Échange des Amériques). Ces accords assurent le rapport de domination des grandes entreprises des pays industrialisés sur l'ensemble des pays du monde. Les réglementations, les protections sociales et les bonnes conditions de travail y sont vues comme des entraves à la liberté de commerce. Il ne s'agit pas ici d'échanges égalitaires mais d'un rapport de force au détriment des travailleurs et des travailleuses de tous les pays, du Nord comme du Sud. L'objectif est une plus grande accumulation privée des richesses (somme toute collectives) par les banques et les entreprises multinationales.

La mondialisation des marchés, c'est plus de violence et plus de pauvreté pour les femmes d'ici et d'ailleurs. Les conséquences sur les femmes sont immenses. Au Nord, elles perdent leur accès au marché du travail et voient se détériorer leurs conditions de vie. En parallèle, au Sud, elles ont peut-être un accès accru à l'emploi mais dans des maquiladoras, par exemple, ou autre haut lieu d'exploitation à outrance. La Marche des femmes, en rapprochant les organisations féministes du globe, en nous donnant la parole et en unissant notre pouvoir d'action contribue à la lutte contre la mondialisation et la déshumanisation de la société. Au Québec, la lutte des infirmières, celle des travailleuses de Bell et des travailleuses en garderie témoignent de cette résistance.



Les femmes : les premières cibles

La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) prescrivent aux États des cures d'amaigrissement en vue de rendre les économies nationales « compatibles » avec le marché mondial. Les coupures dans les programmes sociaux justifiées par la politique de déficit zéro des gouvernements fédéral et québécois s'inscrivent dans ces cures qui affament.

Et ces coupures font doublement pression sur les femmes. Premièrement, parce que les emplois occupés dans la santé, l'éducation et les services sociaux sont majoritairement occupés par des femmes. Elles exercent donc leur métier dans des conditions plus difficiles en assumant une tâche plus lourde avec moins de soutien. Deuxièmement, parce que la perte de services remet principalement la responsabilité des enfants et des parents âgés ou malades entre les mains des femmes, gratuitement, et contribue à accroître chez elles la fatigue, le stress, l'isolement et la détresse psychologique. C'est une forme pernicieuse de violence subie par les femmes.

Dans le monde du travail, la poussée vers le bas des salaires et des conditions de travail, la précarisation de l'emploi pour rendre la syndicalisation inaccessible et favoriser la sous-traitance à moindre coût et sans protection sont autant de conséquences directes de la mondialisation. La concurrence des États et des entreprises multinationales dans une économie mondialisée touche tous les travailleurs et travailleuses. Mais parce que les femmes occupent déjà les emplois les plus précaires et que leur salaire n'est toujours pas égal à celui des hommes, elles sont encore plus touchées.



Posons la question du pouvoir

L'un des défis qui s'offrent à nous est de faire le lien entre la mobilisation de masse et la capacité à s'organiser politiquement en condamnant l'idéologie économique dominante. Idéologie qui permet à un faible nombre d'individus privilégiés de s'enrichir sur le dos des femmes et de l'ensemble de la population,

et ce tant à un niveau mondial qu'à un niveau plus local comme le Québec (via le Parti Québécois et le Parti Libéral du Canada). Nous croyons fermement qu'il faut intervenir sur la conjoncture politique et sur notre avenir.

Les orientations néolibérales sur lesquelles nos éluEs tant fédéraux que provinciaux s'appuient pour justifier les coupures dans les services publics et les programmes sociaux ne sont pas partagées par la majorité de la population. Elles ont pourtant des effets néfastes sur toutes les québécoises et les personnes moins bien nanties de notre société. Nous posons donc la question du pouvoir.

Pourquoi ces gens nous représentent-ils encore puisqu'ils ne défendent pas nos intérêts mais ceux des riches ? Nous ne voulons plus leur laisser ce pouvoir.

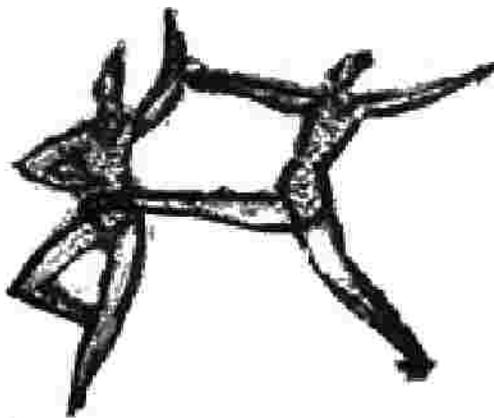
Nous sommes persuadées que l'appartenance à un parti politique, de gauche, socialiste et féministe est une autre manière de poursuivre la lutte et de contribuer à l'avancement des revendications des femmes.



Nous,
les femmes du Parti
de la démocratie socialiste (PDS),
avec les femmes du Québec
et du monde,
combattons la pauvreté
et la violence
faites aux femmes

Pour éliminer la pauvreté dans le monde, il faut « annuler la dette de tous les pays du Tiers-monde. » Au Québec et au Canada, l'affectation des faramenteux surplus budgétaires au remboursement de la dette et à la baisse des impôts des riches et des corporations est inacceptable. Ils doivent être entièrement affectés à la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la violence :

- par la création d'emplois dans la santé, l'éducation, les garderies, etc.,
- par la remise à niveau de l'assurance-chômage,
- par la bonification des pensions, particulièrement des conjointes
- par un revenu minimum garanti au niveau du seuil de faible revenu de Statistique Canada.



Pour que ça change...

Nous luttons de manière organisée, à l'intérieur d'un parti politique, le Parti de la Démocratie Socialiste, dans le but d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble des québécoises et québécois. Nous voulons bâtir un projet de société établi sur la démocratie, la justice sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous croyons qu'un projet de société n'est possible que par le développement général des luttes sociales et leur convergence dans un projet politique.

Réinvestir dans les dépenses sociales

La Marche mondiale des femmes est un moment crucial de mobilisation contre toutes les politiques néolibérales de l'OMC et du FMI appliquées avec zèle par nos gouvernements. Mais ça ne suffira pas. Non satisfaits d'avoir atteint le déficit zéro, les gouvernements baissent maintenant les impôts surtout des riches et des compagnies et remboursent la dette. S'ensuivent encore plus de pauvreté et de violence.

Non à l'appauvrissement et à la violence

Les femmes et les hommes du Parti de la démocratie socialiste (PDS) proposent une campagne pour un réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ dès maintenant afin de combler le déficit social et économique. Ceci contribuerait, entre autres, à faire reculer la pauvreté et la violence faite aux femmes. C'est scandaleux de voir les dirigeants politiques afficher leur satisfaction d'enregistrer des surplus budgétaires ! Ces surplus viennent de la privation de la population. Et le déficit est créé en grande partie parce que les grandes entreprises ne paient pas leur juste part d'impôts. En effet, depuis 1975, l'impôt des particuliers a augmenté trois fois plus que celui des entreprises. N'est-il pas plus urgent d'assurer la satisfaction des besoins premiers de la population que d'offrir des milliards de dollars à des banques qui font des profits records ?

Cette campagne est vitale, autant pour sauver et améliorer nos programmes sociaux que pour préserver nos services publics contre la privatisation. Imaginez le rapport de force qui pourrait s'établir si les groupes de femmes, les syndicats et les organisations populaires et communautaires s'unissaient dans une telle campagne ...

10 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social

La Marche des femmes ne se termine pas en octobre. Et chacune des luttes ou les femmes refuseront la logique sans cœur d'un système qui les opprime. La mobilisation contre le Sommet des Amériques, à Québec en avril 2001, doit être un moment privilégié pour renforcer les solidarités nées avec la Marche mondiale des femmes. Une victoire pour empêcher ou retarder la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) stimulerait le sentiment que nous pouvons vaincre les politiques néolibérales de coupures et de privatisation partout dans le monde.

Solidarité internationale entre les femmes

Échec à la ZLÉA et à la mondialisation des marchés



Et la lutte se poursuit ! ...



Parti de la Démocratie Socialiste - 1999 rue Dandurand, Montréal H2G 1Y8
Téléphone : (514) 278-9014
Télécopieur : (514) 278-9028
Courriel : partids@microtec.net
Site WEB : <http://www.microtec.net/partids>

